

L'IRAK AMERICAIN

page 2	Le Saddam Hussein de la première guerre du Golfe
page 4	Qu'ont voulu faire les Etats-Unis en Irak en 2003 ?
page 5	L'Irak américain
page 6	Les lignes de fracture : « fitna », revanche contre les baasistes, haines tribales
page 9	La démocratie quand même
page 11	L'Etat, sa destruction, sa reconstruction
page 14	Porte ouvertes pour Al Qaïda
page 16	Une démocratie tribale aux sommets
page 17	La guerre civile de religion (fitna)
page 21	Où va l'Irak ?
page 22	Quelques conclusions
page 24	<i>Le tournant sunnite des Américains en Irak (début 2007)</i>

Si l'on essaye de comprendre ce qui se passe en Irak depuis des mois en se basant sur les informations et les images données par les journaux télévisés, on retient deux choses. D'un côté, le pays est sous occupation de l'armée américaine. D'un autre côté des attentats –c'est ainsi que c'est dit dans les médias- ou des attaques font chaque jour de nombreuses victimes. Et bien qu'il ne soit jamais dit ainsi qu'une sorte de résistance s'oppose à l'armée américaine, c'est bien ainsi qu'on le perçoit. Et si on est frappé par le très grand nombre de victimes civiles, on a tendance à penser qu'il s'agit peut-être pour les « résistants » de s'en prendre à ceux qu'ils jugent comme collaborateurs de l'occupant étranger.

Mais qu'en est-il exactement ? Y a-t-il une résistance dans le sens par exemple de celle qui a pu exister lors de l'occupation allemande en France ? Ou est-on plutôt maintenant dans un contexte de guerre civile, avec des factions et des milices se battant pour le partage du pouvoir ? Qui sont les responsables exacts des actions meurtrières et quels sont leurs objectifs ? Enfin, y a-t-il parmi les diverses forces en présence des groupes ou des militants que nous pourrions et que nous devions soutenir ou dont nous devrions défendre le point de vue et les positions ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Mais avant d'entrer vraiment dans le vif de la situation actuelle et ses complexités, il faut commencer par rappeler rapidement les circonstances qui y ont amené. L'offensive américaine et de ses alliés dans la guerre qui a éliminé du pouvoir Saddam Hussein a eu lieu en mars 2003. L'affaire nous avait été présentée par les USA et son président Bush fils

comme une nécessité vitale en raison d'un arsenal d'armes de destructions massives qu'aurait accumulé le régime irakien. Le 8 juillet 2006, la Maison Blanche a reconnu que des informations qui avaient été utilisées pour justifier la guerre contre l'Irak étaient inexactes. Le porte parole de Bush fils a déclaré « *nous savons maintenant que des documents décrivant une transaction d'uranium entre l'Irak et le Niger étaient faux* ».

Aux Etats-Unis même, on avait ajouté une seconde raison, à savoir des liens supposés du régime de Saddam Hussein avec Al Qaïda, organisation islamiste responsables des attaques anti-américaines du 11 septembre 2001.

Cette deuxième explication était également une pure invention, sans aucun fondement. Tous les gens un peu sérieux qui connaissaient l'Irak savaient qu'en fait Saddam Hussein voyait en Al Qaïda un adversaire et un concurrent. Al Qaïda est une organisation sunnite, et ce sont sur les sunnites que Saddam Hussein avait choisi de s'appuyer pour asseoir son pouvoir en Irak. Son ambition était de faire de ce pays une puissance régionale capable y compris de faire pièce à l'Iran, seul pays avec des chiïtes au pouvoir, depuis l'arrivée de Khomeiny.

LE SADDAM HUSSEIN DE LA PREMIERE GUERRE DU GOLFE

Saddam Hussein était effectivement en situation de pouvoir prétendre jouer un tel rôle aux yeux des masses arabes. D'abord parce qu'il avait survécu, lui et son régime, à la guerre que lui avait menée une formidable coalition militaire dirigée déjà par les Etats-Unis, sous la présidence du père Bush, en janvier 1991.

En Occident, on ne parlait pas à l'époque de la montée de l'islamisme. Et on ne faisait donc pas attention à ce que pouvait dire Saddam Hussein à l'intention des populations arabes. Or Saddam Hussein disait à ses soldats qu'il fallait « libérer La Mecque et Médine ». C'est déjà le langage d'Al Qaïda, lorsque Ben Laden dira que l'Arabie saoudite est aux mains de traîtres à l'Islam puisqu'elle ouvre son pétrole et sa terre aux intérêts et aux soldats américains.

Effectivement, c'est en Arabie saoudite, alliée officielle des USA depuis la Seconde guerre mondiale, que les Américains et leurs alliés ont concentré une force gigantesque de près de 800 000 hommes. La France était de la partie, avec la participation militaire la plus importante depuis la guerre d'Algérie. La plupart des pays arabes étaient également alliés des USA.

Saddam Hussein avait envahi le Koweït, mais il ne s'était absolument pas attendu à une telle réaction. Il avait jusque-là longuement joué les alliés officiels ou officieux des Occidentaux. Il avait surtout mené en 1980 et jusqu'en 1988 une guerre contre la révolution iranienne, qui si elle s'est retrouvée dirigée par des islamistes chiïtes en la personne de Khomeiny, était sur le fond d'abord un soulèvement national contre la main mise américaine et impérialiste en général sur l'Iran et ses richesses, depuis des décennies.

Saddam Hussein savait qu'il prenait un certain risque de mécontenter les Américains en envahissant le Koweït, mais il se croyait encore dans cette période où l'existence de l'URSS donnait une latitude possible aux dirigeants du Tiers-Monde. En effet, il était habituel que l'URSS soutienne au moins économiquement et politiquement tous ceux qui s'opposaient peu

ou prou aux volontés impérialistes. Et ces opposants trouvaient au moins une sorte de parapluie.

Mais Saddam Hussein a fait une erreur essentielle en ne comprenant pas le changement qui était alors en train de s'opérer en URSS, donc aussi dans le rapport de forces mondial entre l'URSS et l'impérialisme.

Un processus avait commencé à se mettre en route avec Gorbatchev, lorsqu'en 1986, il avait appelé à réaliser la Glasnost et la Perestroïka. Il s'agissait d'apporter des réformes pour relancer la machine économique et politique de l'URSS. Mais ces réformes vont entraîner leurs auteurs à l'effondrement de la seconde puissance mondiale en quelques années.

En fait, c'est d'abord sur le plan international que la puissance de l'URSS s'est effondrée. Fin 1988 et début 1989, l'URSS a dû renoncer à maintenir ses troupes en Afghanistan, où elles avaient été envoyées pour soutenir un régime allié menacé par les islamistes. Fin 1989, les signes de changement envoyés par Gorbatchev ont provoqué la chute du mur de Berlin. En 1990, les pays Baltes proclament leur indépendance, que l'URSS ne reconnaît pas dans un premier temps.

C'est peut être de 1987 qu'il faut dater le tournant essentiel, lorsque Gorbatchev a signé avec Reagan un accord de démantèlement des missiles nucléaires à moyenne portée. En fait, l'URSS a perdu économiquement la course aux armes de destruction nucléaires. Elle va tenter de consacrer ses efforts à se réformer à l'intérieur de 1985 à 1991. Mais pour cela, elle a dû faire le choix de renoncer à ses ambitions et à sa puissance internationale.

Lorsque les chars de Saddam Hussein annexent le Koweït, l'URSS se range complètement du côté des Etats-Unis. Du coup, les pays arabes qui n'étaient pas jusque là des alliés fidèles des USA comme l'Arabie saoudite, et avaient osé ne pas s'aligner sur eux, abandonnent toute velléité de courage et s'alignent eux aussi. Les dirigeants du monde se retrouvent donc quasi-unaniment derrière les USA, contre Saddam Hussein, en ces années 1990-91.

Pourquoi Saddam Hussein a-t-il envahi le Koweït ? C'est d'abord une revendication nationale irakienne, depuis que le pays est devenu indépendant. Mais c'était surtout une tentative pour Saddam Hussein de régler les problèmes graves hérités de la guerre qui entre 1980 et 1988 avait vu s'affronter l'Iran et l'Irak dans des combats terribles. Pour financer cette guerre interminable, Saddam Hussein a dû endetter l'Irak auprès du Koweït et aussi de l'Arabie saoudite. Une dette qui s'élevait à 30 milliards de dollars. Saddam Hussein demandait donc l'annulation de cette dette, qui coûtait très cher aux finances du pays.

Il reprochait aussi au Koweït et à l'Arabie saoudite d'extraire trop de pétrole, ce qui en abaisse le cours, et diminue d'autant les bénéfices que lui-même pouvait espérer de la production irakienne.

Mais s'il se trompait sur le plan stratégique, Saddam Hussein réussit par contre à gagner à lui les populations arabes. Il n'hésita pas pour cela à faire des discours violemment anti-américains, pro islamistes, et anti-israéliens. Pour ce qui est du pétrole, il déclara au monde arabe qu'il aller récupérer une partie de ce dont le monde arabe avait été injustement dépossédé. Si les gouvernements arabes se montrèrent tous lâches, les populations furent enthousiastes et se sentirent aux côtés de Saddam Hussein.

Ainsi, des milliers de combattants arabes, des sunnites, -des islamistes, on dirait aujourd'hui- sont allés à Bagdad, pour combattre l'arrivée annoncée des Américains. Ils sont Syriens, Maghrébins, Palestiniens, Saoudiens. On estime qu'ils devaient être 6000 qui ont pris en charge la défense de l'ex-Saddam City. (Le Monde 15 avril 2003).

Les USA, eux, vont profiter de ce contexte mondial qui leur donne une puissance apparente inespérée, pour décider de détruire les ambitions de Saddam Hussein et l'Irak, à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique. Leur victoire est absolue, avec 466 tués du côté de la coalition, contre un nombre de victimes qui se situe entre 30 000 et 100 000 du côté irakien.

Surtout, une fois la guerre gagnée, on verra que le père Bush a su faire quelque chose que le fils n'aura pas l'intelligence de maîtriser. Bush père en 1991 a devant lui le chemin ouvert pour arriver à Bagdad, et casser, très facilement s'il le veut, les derniers noyaux durs du régime, les restes de l'armée irakienne, et notamment la « garde républicaine », sorte d'armée d'élite qui protège en dernier recours Saddam Hussein.

Il n'en fait rien. De manière très intelligente, une fois le Koweït libéré et l'Irak battu, il donne au contraire l'ordre au commandement militaire et à toutes les troupes de reculer et de se retirer d'Irak. Il laisse ainsi Saddam Hussein vivant, et surtout il lui donne les moyens de maintenir l'ordre dans le pays en sauvant l'essentiel de son appareil d'Etat, la structure de son armée. Elle est battue militairement, paralysée physiquement, mais elle peut continuer à exister en tant qu'organe social vivant ayant un rôle particulier dans le pays.

L'important est de museler les populations. D'ailleurs, Saddam Hussein ne va pas s'en priver. Dès la fin de la guerre, début mars 1991, plusieurs villes chiïtes du Sud s'insurgent contre lui, encouragées par Téhéran, où les chiïtes sont à la fois la majorité de la population, et où ils ont le pouvoir depuis l'arrivée de Khomeiny. Et l'attitude et les discours américains également leur servent d'encouragement.

Malheur aux peuples qui croient sur paroles des dirigeants et des puissants ! Saddam Hussein utilise sa garde républicaine pour noyer dans le sang cette rébellion, sans être inquiet. Après quoi, il va recommencer quelques jours plus tard la même opération contre les Kurdes cette fois, au Nord du pays.

Ce n'est pas seulement parce qu'ils n'ont pas à leur disposition une équipe à placer à leur dévotion que les USA abandonnent ainsi le maintien de l'ordre à Saddam Hussein. Ils font aussi le choix du maintien d'un Irak unifié. Une rébellion victorieuse au Sud leur fait craindre une sécession chiïte, dont la suite pourrait être un rapprochement avec l'Iran qui s'en trouverait renforcé.

De même au Nord de l'Irak, nous sommes dans le kurdistan irakien. Le kurdistan est une région à cheval sur plusieurs pays où les nationalistes kurdes revendiquent une indépendance depuis des décennies, et où ils ont été régulièrement réprimés par les divers Etats, notamment la Turquie et l'Irak. L'idée d'une indépendance ne serait-ce que d'une province kurde voisine est absolument refusée par Ankara : le gouvernement turc ne veut pas que quelque part, ni en Irak ni ailleurs, les Kurdes puissent disposer d'une base indépendante qui renforcerait ou encouragerait les Kurdes de Turquie contre Ankara.

Mais à la suite de la guerre de 1991, les USA vont créer au Nord de l'Irak une zone particulière où ils interdisent à Saddam Hussein d'intervenir, ce qui en fait, de fait, une zone autonome aux mains des deux principales organisations de combattants, l'UPK et le PDK.

QU'ONT VOULU FAIRE LES USA EN IRAK EN 2003 ?

De 1991 à 2003, le régime de Saddam Hussein a été mis en quarantaine, sous embargo, et sommé d'ouvrir toutes ses portes aux inspecteurs en armements de l'ONU pendant douze ans, dans l'indifférence ou plutôt avec un accord général des gouvernements. Pourquoi le fils Bush a-t-il décidé en 2003 d'en finir avec Saddam Hussein ?

Il est difficile de répondre à cette question de manière simple. De nombreux facteurs ont dû jouer. Cela va de la tentation pour Bush fils de réitérer un exploit militaire aussi retentissant que celui qu'avait réalisé Bush père. Et cela inclut sans doute aussi la volonté américaine de mettre la main d'une manière ou d'une autre sur le pétrole irakien. Le sous-sol de l'Irak est censé contenir la deuxième réserve mondiale de pétrole. Or les USA sont de plus en plus dépendants du pétrole qu'ils importent de l'étranger.

Mais il y a également de profondes raisons politiques à cette dernière guerre contre l'Irak. Saddam Hussein a persisté à tenir tête aux USA. Quoique très affaibli, il a gardé son image d'anti-impérialiste dans le monde arabe. Or, après le 11 septembre, le choix politique fondamental des USA a été de vouloir démontrer leur force, et de susciter la crainte. Une démonstration a été menée en Afghanistan, mais elle est restée inachevée, l'objectif proclamé de capturer Ben Laden n'a pas été réalisé. Dans ce contexte, l'Irak a peut-être paru une proie facile, accessible, aux dirigeants américains.

Mais le contexte n'a déjà plus grand-chose à voir avec celui très particulier de 1990-91. Certes, les USA n'ont effectivement plus à craindre la concurrence d'un vaste camp socialiste centré sur l'URSS. Mais l'euphorie de la chute de l'URSS a fait place à une nouvelle réalité : la nature de l'impérialisme est de créer des concurrences en son sein. Si celles-ci avaient été mises en veilleuse du temps de l'URSS, désormais, plus rien ne s'oppose à leur expression.

Un bloc existe et va jouer un rôle non négligeable dans l'opposition au projet américain en 2003 ; c'est l'Europe – à l'exception de la Grande-Bretagne-. Le résultat est que contrairement à 1991, les USA vont cette fois paraître très isolés sur le plan international, notamment en raison d'une guérilla diplomatique menée avec cet objectif par la France à l'ONU.

Les Américains vont également avoir à faire avec une opposition d'autres pays, encouragés par l'apparition de dissensions ouvertes du côté impérialiste. Ainsi la Turquie, qui les oblige à abandonner un premier projet visant à prendre Bagdad en tenaille à la fois depuis le Nord (via la Turquie) et depuis le Sud (Koweït et Arabie saoudite). Il y aura également une vague de manifestations contre la guerre qui va culminer le 15 février 2003, avec ce jour-là de l'ordre de 10 millions de manifestants dans le monde entier, simultanément dans les pays dominants et dans les pays dominés, notamment le monde arabe.

L'IRAK AMERICAIN

Dès la fin de la guerre, selon des informations qui proviennent des Etats-Unis, il y aurait des désaccords parmi les dirigeants américains sur la manière de gérer l'Irak prétendument libéré. Il y aurait en gros deux clans, l'un proche de la hiérarchie militaire et du Ministère de la défense, avec Donald Rumsfeld, et aussi Richard Cheney ancien secrétaire à la défense ; et d'autre part les tenants du département d'Etat (l'équivalent du Ministère des affaires étrangères), en clair les diplomates et le monde plus civil de Washington. Les premiers sont qualifiés de « pro-israéliens », et les seconds de « pro-arabes ».

Sur quoi divergent-ils ? Les militaires seraient partisans de la mise en place d'un homme fort lié à eux, et ils comptent pour cela sur Ahmed Chalabi. Les civils sont pour une méthode plus douce, et font le calcul qu'il faudrait intégrer au pouvoir des hauts fonctionnaires et des notables, des gens qui ont donc forcément collaboré avec le régime de Saddam Hussein. Ils trouvent à la solution Chalabi un inconvénient : Chalabi est chiite. Lui donner le pouvoir, c'est renforcer les chiites, donc l'Iran. Et ce serait mal vu par l'Arabie saoudite et les émirats du Golfe qui veulent d'un Irak qui reste sunnite. Voilà en quoi ces gens sont « pro-arabes »...

Les « pro-israéliens » leur répondent que Chalabi a un avantage : la majorité de l'Irak est chiite et cette solution paraîtrait plus démocratique, d'autant que les chiites ont été écartés du pouvoir par Saddam Hussein. Enfin, les « pro-israéliens » sont pour une reconstruction de l'Irak par les seuls USA et leurs alliés dans la guerre (Grande Bretagne), et veulent écarter totalement l'Europe. Les pro-arabes sont au contraire partisans de l'associer.

LES LIGNES DE FRACTURE : FITNA, REVANCHE CONTRE LES BAASISTES, HAINES TRIBALES

Les combats contre les derniers défenseurs du régime de Saddam Hussein n'étaient pas encore terminés qu'une guerre interne à l'Islam, une guerre entre chiites et sunnites a déjà commencé. Dès le 12 avril 2003, selon un envoyé spécial du journal Le Monde (Patrice Claude, en édition du 15 avril), ce sont d'abord les 6000 combattants étrangers venus du Maghreb, de Palestine ou de Syrie, qui sont attaqués par une milice chiite, dite milice des « comités populaires ». Ils ne font aucun cadeau : un journaliste assiste ainsi à l'exécution de sang froid d'un chauffeur de camion immatriculé en Syrie qui apportait des médicaments envoyés par des donateurs pour les malades.

Pour ces miliciens chiites, l'ennemi, ce sont les « wahabbites », entendez par là les saoudiens et autres sunnites venus combattre pour sauver le régime de Saddam Hussein. La première chose que font les dizaines de groupes de miliciens chiites armés, c'est de contrôler les hôpitaux, de confisquer tous les médicaments qui circulent. Il ne sera pas possible au journaliste du Monde d'aller voir les « wahabbites » blessés, enfermés et très certainement torturés ou exécutés dans les hôpitaux. On lui répond : « *il est impossible de rencontrer les criminels* » ; « *ces gens-là ne respectent rien ni personne. Ils haïssent tout le monde. Les chiites, les Américains et même les journalistes* » ; et le cheikh Ali-Al-Dharaji qui dit cela précise : « *Ils nous considèrent comme des traîtres parce que nous n'avons pas combattu les Américains. Ils n'ont pas compris que nous ne voulions pas défendre le régime impie de Saddam Hussein* ».

A qui obéissent ces miliciens ? A des ordres qui viennent de leur ville sainte de Nadjaf, sous forme de fatwas. En voici quelques points : *«A tous les chiites (...) Numéro 4 : constituez dans chaque quartier un comité populaire local ; Numéro 5 : gardez-vous de ne jamais vous inscrire à un parti politique dont le programme ou la doctrine peut apparaître opaque et dont les objectifs peuvent être incompatibles avec ceux de la respectée hawza (institut religieux) de Nadjaf. Numéro 6 : protégez les biens et les capitaux publics dans des lieux sûrs en attendant de nouvelles instructions »*

Nadjaf, première ville sainte du chiisme, est en ébullition. Une lutte interne est enclenchée au sein même de la Hawza, le « Vatican » chiite de Nadjaf. Le 10 avril 2003, un assassinat a eu lieu dans l'enceinte du mausolée d'Ali. La victime est le fils d'un précédent grand ayatollah. Il aurait été tué parce qu'il est rentré d'exil avec les chars américains.

L'assassinat, c'est aussi par ce moyen que Saddam Hussein s'était débarrassé des ayatollahs trop remuants. C'est ainsi que sur ses ordres Sayyid Mohamed Al-Sadeq Al-Sadr avait vu son père assassiné en 1980, puis l'avait été lui-même avec deux de ses fils en 1999.

Le 13 avril 2003, des hommes munis de couteaux et de fusils ont encerclé le domicile d'Ali Al-Sistani, en le sommant de quitter le pays sous 48 heures. Or cet ayatollah est aux yeux des chiites du monde entier la plus haute autorité. On ne sait pas qui a proféré ces menaces. Mais d'aucuns pensent que celui qui a osé cela est de toute évidence le jeune Moktada Al-Sadr, le 3^è fils survivant.

La crédibilité religieuse de ce jeune prétendant de 22 ans est encore insuffisante aux yeux des autres chefs religieux chiites. Mais Moktada Al-Sadr s'appuie sur la jeunesse chitite la plus pauvre. Ces jeunes ont accumulé une haine aussi grande envers le régime baasiste qu'envers les Américains et leurs sanctions économiques, qui ont maintenu le pays sous l'étouffoir durant toute leur vie.

Le vendredi, des milliers d'entre eux sont venus spécialement l'écouter à sa mosquée. Alors que les vieux ayatollahs ont fait le choix de laisser entrer les Américains sans les combattre militairement, Moktada Al-Sadr a fait un autre choix, et c'est ce qui lui a apporté des jeunes par milliers.

Enfin, il a un autre atout : il est irakien, alors que le vieux Ali Sistani est un iranien. Et dans la confusion de cet Irak où se mêlent sentiments religieux et nationalisme, ce peut être un bon point pour lui.

Car il faut bien comprendre une chose. Les sentiments des populations sont complexes dans des pays comme l'Iran ou l'Irak, qui n'ont quasiment jamais connu de liberté durable, pas même celle que peut octroyer la bourgeoisie en Occident. Ainsi, il ne suffit pas de savoir que la majorité des Irakiens sont chiites, comme les Iraniens. S'ajoutent ou s'opposent d'autres facteurs : un sentiment national existe malgré tout, qui n'a jamais été satisfait, d'autant plus aigu que ces deux pays ont vécu une guerre qui les a durablement opposés.

Enfin, d'autres facteurs plus arriérés, comme le facteur tribal, subsistent également dans de larges fractions de la population, car personne n'a jamais complètement nettoyé la société des traces du Moyen âge, et n'a donc unifié profondément le pays. Et là, on trouve une distinction de taille, une opposition entre les Irakiens qui sont des Arabes et les Iraniens qui sont des Perses.

Des quartiers entiers comme Saddam City sont donc déjà aux mains des religieux chiites dès les premières heures de l'effondrement du régime de Saddam Hussein. L'armée américaine se contente de se poster en périphérie, autour de ce grand faubourg populaire, sur les carrefours ou devant les banques. Dans Bagdad, les Américains ouvrent des bureaux de recensement où ils invitent les anciens fonctionnaires de la ville, ceux de la santé, de l'électricité, de la distribution d'eau et de la police, à les y rejoindre.

Un ancien détenu des prisons de Saddam, candidat au maintien de l'ordre, explose : *« C'est honteux ! les Américains acceptent d'enregistrer dans les nouvelles forces de l'ordre, des gens qui nous ont humilié, maltraité et torturés pendant trente ans ! »*. C'est une seconde raison au conflit qui risque donc de s'ouvrir : les règlements de compte entre anciens tenants du régime et ceux qui s'y étaient opposés.

Troisième ligne de clivage : toujours dans le même numéro du Monde daté du 15 avril, au lendemain donc de la prise de contrôle par l'US Army du centre ville de Tikrit, fief réputé de Saddam, c'est l'envoyé spécial du journal à Mossoul, au Nord, dans le Kurdistan irakien, qui décrit cette fois des règlements de compte intercommunautaires, opposant Arabes et Kurdes.

Mossoul est la troisième ville du pays, avec 2 millions d'habitants. Pendant deux jours au moins, on assiste au chaos le plus total. Les Américains sont incapables de contrôler quoi que ce soit. Partout, se sont constituées des milices d'autodéfense, les unes kurdes, les autres arabes. Un pêcheur arabe qui vit au centre ville se montre prêt à tirer et déclare : *« Les voleurs vont même prendre le lait des malades dans les hôpitaux ! »* et il se dit furieux contre *« tous ces Kurdes qui viennent piller les Arabes. »* Ce sont des peshmergas du PDK (Parti Démocratique du Kurdistan), des combattants venus du territoire kurde autonome qui vont rétablir l'ordre. Ils se considèrent et les Américains les considèrent comme des alliés.

Parmi les Kurdes eux-mêmes, il faut compter avec de vieilles rivalités internes, et les groupes combattants se font souvent concurrence. Les plus importants sont donc l'UPK et le PDK. Le PDK de Massoud Barzani dispose d'environ 60 000 combattants armés et très entraînés, les peshmergas. L'UPK (Union Patriotique de Jalal Talabani) en a un peu moins. En 1992, le PDK et l'UPK ont su taire leurs désaccords, et profiter de l'oxygène américain avec la constitution au Nord de l'Irak d'une zone interdite à Saddam Hussein, où ils établissent une administration autonome.

Mais dès 1993, des heurts ont eu lieu entre les deux milices, notamment au sujet des taxes qu'elles perçoivent sur tout ce qui transite à la frontière turque. En 1996, Barzani et son PDK n'avaient pas hésité à appeler Saddam Hussein à l'aide contre l'UPK. Il avait fallu une intervention américaine et probablement de l'argent à la clé pour « réconcilier » les deux parties.

Voilà donc la marmite dont les Américains soulèvent le couvercle en renversant Saddam Hussein. Pour gérer cette montagne de problèmes, les USA ont prévu la mise en place d'un certain Chalabi.

Chalabi est né à Bagdad en 1944 dans une famille richissime. Elle quitte l'Irak en emportant ses millions lors de la chute du roi en 1958. Chalabi fait des études de mathématiques aux Etats-Unis. Il fonde la Petra Bank en Jordanie. A la suite d'une faillite, il

est jugé par contumace et condamné à 22 ans de prison pour fraude et détournement. Il se réfugie alors à Londres, où il fonde un Conseil National Irakien. La CIA le finance à hauteur de 4,3 millions de dollars. Mais en 2001, les Etats-Unis se rendent compte qu'il a détourné au moins 114 000 dollars, qui ont servi à des factures de décoration, de peinture et à l'inscription à un club de gymnastique.

Chalabi est également impliqué dans la faillite d'un établissement financier suisse, la Socofi, que contrôle sa famille. Enfin, deux frères de Chalabi ont été condamnés pour faux, avec sursis, dans une autre affaire. Chalabi s'apprête donc à s'occuper de l'Irak comme il a usé de sa connaissance des mathématiques, tel un voleur. Même la CIA s'en méfie.

Le 21 avril 2003, arrive d'abord à Bagdad le général à la retraite Jay Garner. Il a pour mission de prendre en charge l'administration civile de l'Irak. Avec lui, Washington envoie une armada de 400 experts, militaires, diplomates, juristes et fonctionnaires américains et aussi quelques irakiens pro-américains en retour d'exil. Jay Garner est un « pro-israélien ». Jay Garner devra rendre compte de tout ce qu'il fait à Tommy Franks, un autre général, chargé de diriger les opérations militaires en Irak. En clair, ce que fera le pouvoir civil américain doit correspondre aux volontés et aux calculs de la puissance militaire.

En France et partout dans le monde, on soutient ce mensonge de base : une armée d'occupation va installer la démocratie. Et on nous fait comprendre que les Irakiens ont longtemps vécu sous la dictature, que la démocratie ne s'improvise pas, qu'il leur faut du temps. C'est méprisant et c'est un mensonge. En France, l'histoire nous montre sans aucune ambiguïté que la démocratie a fait des progrès non pas lentement, non pas avec le temps, mais au contraire lors de brusques soubresauts de la vie politique.

LA DEMOCRATIE QUAND MÊME

Force d'occupation ou pas, besoin de temps ou pas selon les Occidentaux à l'esprit néo-colonialiste, la base de la population irakienne commence à la mettre en place, sa démocratie. On voit ainsi l'éclosion de toute une vie politique nouvelle avec des dizaines de partis politiques qui s'affirment publiquement. « *Combien sont-ils, demande Michel Bôle-Richard, envoyé spécial du Monde (édition du 29 avril 2003) ? Impossible de le dire. Il en naît tous les jours pour mieux prouver que la liberté de parole est revenue. Ce bouillonnement était prévisible mais son ampleur était insoupçonnable (...) Kurde, islamiste, chiïte, sunnite, libéral, communiste, socialiste... tout y est, avec des sensibilités différentes. Les noms s'ajoutent et se ressemblent : Union de la jeunesse démocratique irakienne, Mouvement démocratique de la paix, Rassemblement de l'unité nationale, Parti national démocratique, Rassemblement républicain irakien, kurdes de différentes obédiences, Frères musulmans, groupes d'anciens officiers rebelles. Impossible de tous les répertorier* ».

Ce qui est remarquable à ce moment-là, aux lendemains de la chute de Saddam Hussein, c'est que pratiquement tous ces partis, y compris les plus réactionnaires, se sentent justement obligés de se peindre avec les couleurs de la démocratie. Ainsi, un certain « Mouvement islamique de l'Irak » déclare : « *Notre but est d'établir la démocratie de façon ouverte et moderne, sans les extrêmes, tout en restant dans le cadre islamique, car c'est l'Islam qui a inventé la démocratie* ».

Un autre parti islamique intitulé Al-Daawa (L'Appel) se déclare proche du Hezbollah et de l'Iran. Pour lui, il n'est pas question d'être reconnaissant envers les Américains d'avoir éliminé Saddam Hussein. Les Américains sont des envahisseurs, et le parti dit à ses militants qu'il se donne pour objectif de *« s'efforcer de contrôler et de diriger les civils contre eux »*. Ce parti, autrefois qualifié de terroriste, va devenir assez vite un interlocuteur favori des USA.

Et puis il y a aussi des partis quasiment moyenâgeux, comme l'Alliance des tribus irakiennes. A son siège, on voit des visiteurs amener pétitions et hommages au président, cheikh Abdel Manaf Abdel Hassan Mayawek, un ancien colonel de l'armée irakienne. L'Alliance regroupe *« plus de 750 tribus, arabes dans leur écrasante majorité, mais aussi kurdes, turcomanes et autres »*. Elle revendique *« le droit des tribus à publier des journaux et à disposer d'organes d'information »* et de *« jouer un rôle dans l'instauration de la sécurité, la création d'emplois et la remise sur pied de tous les services publics »*.

A gauche, le Parti communiste réapparaît. Il est le premier à publier un journal Tareeq Al-Sha'ab. Son secrétaire général Hemid Majed Mossa affirme : *« On ne veut pas un gouvernement communiste. On veut un gouvernement qui rassemble tous les partis et des élections avant deux ans »*.

On a également un parti à gauche du PC, le PCOI, Parti Communiste Ouvrier Irakien. Le PCOI accuse le PC d'avoir vendu son âme en acceptant de faire partie du Conseil Intérimaire de Gouvernement, mis sur pied le 13 juillet 2003. Le PCOI concentre son activité en direction des chômeurs, et a créé une Union des chômeurs. En août, Issam Choukri, membre du comité central du PCOI affirme que *« près de 125 000 sans-emploi, des salariés au sens large, ont adhéré à l'Union sur l'ensemble du territoire, dont 25 000 rien qu'à Bagdad »*. Pour lui, la principale raison du chômage est la guerre et *« 60 à 70% de la classe ouvrière »* est alors au chômage.

En octobre 2003, le journal Partisan parlera du PCOI en disant ceci : *« Ce parti s'est fait connaître par les manifestations de chômeurs qu'il a organisé et par le mouvement des femmes qu'il construit. Créé en 1993 dans le Kurdistan irakien, il est à présent à Bagdad et dans les grands villes chiïtes du Sud. Il paraît être actif parmi les travailleurs du rail. »*

Puis Partisan énumère ses positions à partir du site internet (WCPI) : *« Il lutte pour une république socialiste en Irak, avec pour référence la Commune de Paris et Octobre 1917, mais pas la révolution chinoise. Il ne se définit pas comme marxiste-léniniste. Au plan tactique, il combat politiquement l'occupation, le pouvoir des marionnettes US, mais refuse d'engager des actions armées (...) Il dénonce les trahisons du PCI (parti communiste), ses compromissions avec l'idéologie religieuse et son réformisme. Il met en place dans les quartiers des conseils populaires(à Kirkuk). Il est lié au PC des Ouvriers d'Iran »*

Enfin, l'attitude des autres forces envers le PCOI est la suivante : *« Il se heurte à la répression des groupes kurdes au Kurdistan et à celle des islamistes dans le sud. En juillet 2000, l'UPK a tué 6 de ses militants à Souleymane. En juillet 2003, son siège à Nassiria a été brûlé par des Islamistes qui ont aussi attaqué des manifestations de chômeurs.*

Son organisation de femmes née à Kirkuk se donne pour objectif de lutter contre toutes les agressions dont elles sont victimes de toutes parts (viols, agressions, enlèvements) et pour la défense de leurs droits contestés par les groupes religieux ».

Il ressort rapidement que l'essentiel, dans tout cet ensemble de rapports de forces, est une course pour le pouvoir entre les Américains et les chiïtes. La stratégie des chiïtes est de ne pas s'en prendre directement, militairement, aux Américains. Mais de s'implanter partout où ils le peuvent, et notamment dans les appareils locaux et centraux de l'Etat. Le calcul de la hiérarchie chiïte est de compter sur leur force numérique et organisationnelle. Ils espèrent un départ américain d'ici un an ou deux, et ne veulent pas le compromettre en entamant un conflit armé avec eux.

Ceux qui s'en prennent aux Américains, ce sont les sunnites. Evincés du pouvoir, et ayant tout à craindre du choix américain de chercher des alliés chiïtes, ils se lancent dans un harcèlement militaire, en utilisant les restes de l'armée de Saddam Hussein, et une partie de ses armements. Dans toute la moitié sud de l'Irak, grosso modo au sud de Bagdad, où les chiïtes sont majoritaires, les Américains ne subissent aucune attaque armée. Les attaques anti-américaines restent concentrées dans ce qu'on appelle le triangle sunnite, au nord de Bagdad.

Globalement, les chiïtes forment 60% de la population irakienne. Les Sunnites sont donc de l'ordre de 40%, mais ils sont dans la réalité divisés, les Kurdes –qui sont des sunnites (17% de la population)- ne se sentant pas du tout proches des Arabes, et vice versa.

L'ETAT, SA DESTRUCTION, SA RECONSTRUCTION

La tentative d'imposer Chalabi tourne vite au fiasco. Et les anglo-Américains vont devoir sortir de leur poche un autre homme. Il s'agit d'Iyad Alaoui, dont ils vont faire le premier ministre par intérim. Alaoui est l'héritier d'une grande famille commerçante chiïte de Nassiriya. Dans sa famille proche, on trouve un ministre de la santé jusqu'à la chute du roi en 1958, un député sous ce roi.

Alaoui a été de la génération qui prétendait faire la révolution pour allier nationalisme arabe et socialisme sous le nom de parti Baas et du baasisme. Mais il y a loin entre les belles intentions et la réalité. Un médecin qui faisait des études en même temps qu'Alaoui se souvient de lui comme d'un gros bras du baasisme, se baladant dans l'université avec un pistolet au côté, et poursuivant les étudiantes jusqu'à leur porte. Ce serait le Baas qui lui aurait fourni son diplôme de médecin, pour lui permettre d'aller à Londres espionner les opposants au régime.

En tout cas, Alaoui n'accepte pas la pratique de Saddam Hussein du Baasisme, qui consiste à donner tous les pouvoirs à son clan tribal, celui de Tikrit. Il déchire sa carte du parti et part en exil en 1971. Les services secrets de Saddam Hussein le rattrapent à Londres en 78, lui assènent trois coups de hache, le laissant pour mort. Plus tard, il se lance dans les affaires pétrolières. Lors de l'opération Tempête du Désert, il monte Al-Wifaq, l'Entente nationale irakienne (ENI) en vue de se placer pour un après Saddam que tout le monde juge proche.

Les Anglais et les Américains font pression pour qu'il unisse cette ENI avec le CNI de Chalabi. Chalabi, il le déteste, le voit comme un rival. Il le connaît très bien, c'est un cousin par alliance. Le monde des crapules qui prétendent diriger les peuples est petit... En bon agent à la fois au service du MI6 anglais et de la CIA américaine, Alaoui accepte tout de même. Sa chance, ce sera la bêtise politique crasse de Chalabi.

Chalabi et les Américains avec lui commettent une erreur phénoménale en décidant d'entrée de jeu de dissoudre, d'interdire, bref en prétendant démolir d'un coup, d'en haut, toute trace de l'ancien appareil d'Etat baasiste. Pour cela, il convainc l'américain Paul Bremer de faire cette erreur incroyable : ils décident de démanteler l'armée et l'administration, qui sont les deux centres effectifs du pouvoir du Baas.

Cette décision va finir par exploser à la figure des impérialistes. L'armée de Saddam Hussein était forte de 500 000 personnes, faisant vivre à peu près 10% de la population irakienne. Son effondrement signifie la fin de toute rentrée d'argent pour des millions de personnes. Et il y a également des millions de fonctionnaires dont un futur gouvernement risque de ne pas vouloir, les accusant d'avoir été les piliers du baasisme.

Les militaires entament une série de manifestations et obligent au mois de juin 2003 les Américains à les payer, de peur de les voir s'ajouter à ceux qui déjà, ont entamé les attaques quotidiennes contre l'armée US. Plus de 200 000 militaires vont percevoir des soldes allant de 50 à 250 dollars, selon leur grade. On ne peut que leur demander en échange la promesse de « *renoncer à l'idéologie baasiste et à la violence* ».

Sans doute Chalabi est-il en partie aveuglé par son anti-baasisme. Il n'a aucun passé dans le Baas et il voyait peut-être dans cette organisation un relent de socialisme, qui y est pourtant plus que dénaturé, inexistant, mais qu'il exècre. Mais cette décision, d'une faute énorme, que n'aurait jamais faite des dizaines d'hommes qualifiés de l'impérialisme américain dans les années 1960 ou 1970, indique le très faible niveau politique des cadres que les USA ont trouvé pour diriger leur Irak, l'Irak américain.

Ils ont cru pouvoir de l'extérieur supprimer comme par un coup de baguette magique un Etat qui maintenait en place une société complexe de 28 millions d'habitants. Ils ont cru qu'un tel Etat, représentant sans doute quelque chose comme 20 ou 30% de la population, pouvait être effacé par une injonction, et que la présence de leurs soldats dans les rues ou devant les bureaux de l'administration et des casernes aller suffire à l'exécution d'un tel ordre.

Pour nous, communistes, l'Etat est un pis aller. Notre idéal est de parvenir à une société sans Etat. Mais nous savons que cela ne peut se produire d'un coup de baguette magique. Nous savons que l'Etat est un appareil indispensable à partir du moment où la société est profondément divisée en intérêts contradictoires, en classes sociales, etc. Sans Etat, une telle société ne peut que s'épuiser en violences intestines interminables, au gré des diverses forces en présence. S'en prendre à l'Etat n'a de sens que sur la base d'une claire conscience de la population souhaitant instaurer une société elle-même débarrassée des inégalités les plus profondes.

Aucun Etat n'a jamais été démolé sans une participation massive des populations. Sinon, les seuls changements que peut opérer un conquérant ne consistent qu'à chapeauter un Etat en place, sans y toucher, ou seulement sur le plan symbolique. C'est par exemple ce qu'a fait De Gaulle en France à la libération. Il a effectué un certain nombre de purges exemplaires, spectaculaires, mais c'était pour mieux cacher qu'il conservait l'essentiel de l'appareil d'Etat qui avait fonctionné sous Pétain et en collaboration avec les fascistes allemands et français.

De même, avant lui, Hitler avait choisi d'occuper d'abord la moitié de la France, mais il avait conservé la totalité de l'appareil d'Etat intact, lui demandant simplement de lui obéir,

ce qui a été fait à 99,9%. Les appareils d'Etat sont rompus à l'obéissance, au fonctionnement hiérarchique, à fonctionner au service des classes supérieures, et une occupation étrangère qui respecte et renforce même ces besoins de hiérarchie, d'obéissance et d'exploitation accrue des plus pauvres, va au fond dans le sens d'un fonctionnement encore plus zélé de l'Etat.

C'est pourquoi il a suffi à Hitler de placer quelques dizaines ou centaines de ses hommes de confiance dans le dos des hauts fonctionnaires français. Hitler a même autorisé le gouvernement de Vichy à disposer dans la zone Sud d'une armée de 100 000 hommes, sans armement lourd. Et cette armée ne l'a en rien gêné lorsqu'à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, cette zone fut envahie par l'armée allemande.

La construction d'un nouvel appareil d'Etat ne s'improvise pas. Dans l'histoire de France par exemple, l'Etat est régulièrement modifié, il évolue, mais toujours sur la base de ce qu'il était précédemment. Chaque changement se fait en quelque sorte par sédimentation : on conserve l'essentiel du passé et on le renforce par de nouvelles couches. Les seuls bouleversements sont issus des périodes révolutionnaires, et se font sous la pression de la masse de la population quand elle en entre massivement en politique.

Pour les Américains, il était évidemment hors de question de laisser la moindre initiative à la population elle-même. Et on l'a vu, en France aussi, on nous a dit et répété que la démocratie ne pouvait s'improviser, en clair qu'il n'y avait pas le choix, et qu'il fallait que le peuple irakien l'apprenne sous la botte américaine.

Il est évident que cette énorme erreur américaine a entraîné une crispation de pans entiers de l'ancien appareil d'Etat qui sont entrés en résistance. Les uns et les autres se connaissent parfaitement, et disposaient de moyens considérables ; ils n'ont pas attendu qu'on les leur prenne concrètement, ils ont mis à l'abri tout ce qu'ils ont pu et ils ont entamé une lutte sans merci. Une lutte qu'ils ont pu de surcroît présenter comme une lutte de libération nationale, puisque le pays est effectivement sous occupation étrangère. Mais une lutte où nous n'avons personne à soutenir, tant elle représente aussi la vieille dictature du régime de Saddam qui cherche à garder une partie de ses privilèges.

D'ailleurs, les méthodes qui semblent utilisées indiquent une absence totale de principes, et la recherche notamment de moyens financiers par n'importe quel moyen. En février 2004, la guérilla sunnite réussit une opération spectaculaire, en prenant pendant trois quarts d'heure le contrôle de la ville de Fallouja, dans le « triangle sunnite ». Après s'être attaqués au commissariat, le commando armé de lance-roquettes et de grenades libère des prisonniers. Il semble qu'un des objectifs, en libérant ainsi des prisonniers de droit commun, est pour cette guérilla de mettre la main sur des sources d'argent liées à la criminalité.

Finalement, c'est avec Iyad Alaoui que machine arrière a lieu à toute vitesse. Dès son arrivée à Bagdad, Il s'efforce de recruter ses anciens copains et cogneurs du Baas, et fait tout « *pour s'opposer*, explique Le Monde du 29 juin 2004, *à la politique suicidaire des purges massives décidées par le proconsul, Paul Bremer* ».

C'est ainsi que les Américains, dans l'espoir d'obtenir des renseignements sur ceux qui les attaquent, et qui sont probablement des anciens du parti Baas et de l'armée de Saddam Hussein, vont décider de recruter d'anciens membres du service de renseignement de Saddam Hussein, le Moukhabarat. Ils seraient plusieurs centaines ainsi recrutés, retournés comme une crêpe. Mais combien dans le lot jouent un double jeu et se servent des renseignements qu'ils

obtiennent au cœur de l'administration américaine pour préparer et faire ou faire faire des attentats ?

Un diplomate européen que cite ce numéro du Monde dit d'Alaoui : « *Il faut admettre que la manière dont il a bâti sa stratégie de prise du pouvoir, en infiltrant d'abord les débris des services secrets avant de les remettre en marche et en se conciliant les anciens généraux sunnites d'une armée qu'il est en train de reconstituer à sa main, est astucieuse. C'est une stratégie à l'ancienne, qui a fait ses preuves* ».

Elle a fait ses preuves quand elle a été appliquée à temps, au bon moment. Est-ce la cas en Irak ? Rien n'est moins sûr au vu de la situation.

Les allers et retours de l'attitude américaine vis-à-vis de l'ancien appareil policier et militaire ne facilitent pas les choses. Les forces américaines ne font pas confiance à la nouvelle police irakienne, qu'ils ont pourtant contribué à construire. Un policier qui a dû subir une attaque de son commissariat par la guérilla sunnite raconte : « *Les Américains ne nous autorisent que 14 balles par kalachnikov, même pas un chargeur complet (...) Et l'armée américaine n'est pas venue nous aider* ». Du coup, certains policiers qui voient leurs confrères se faire tuer ne cachent pas leur penchant du côté de la guérilla... Combien sont-ils à mener ainsi une double vie dans ce monde instable, fou furieux, où l'absence d'Etat devient une anarchie générale ? Difficile à dire, mais il est clair que c'est un vrai phénomène.

PORTES OUVERTES POUR AL QAIDA

Dans le combat de plus en plus dur entre sunnites et chiïtes, un sunnite d'origine étrangère va apporter une marque particulière, celle d'Al Qaïda. C'est Abou Moussab Al Zarqawi. Al Zarqawi est jordanien, de la ville d'Al Zarqa. C'est à Zarqa et à Amman qu'eut lieu Septembre noir en 1970, le massacre par le roi Hussein de Jordanie de milliers de Palestiniens, qui avaient osé détourner sur son aéroport des avions étrangers et les avaient fait sauter.

Al Zarqawi est né en 1966. Sous l'influence de l'imam d'une mosquée de son quartier, il part en 1989 au Pakistan, d'où il participe aux combats qui voient le retrait des Soviétiques. De retour en Jordanie en 1993, il fonde un groupe islamique. Il est arrêté, condamné à 15 ans de réclusion, il sera libéré en 1999. Il se lance alors dans des attentats en Jordanie, avec un groupe intitulé Ansar al-islam (regroupant plusieurs groupes islamistes kurdes et combattant au Kurdistan contre l'UPK, accusé d'être laïque).

Lorsque les Américains entrent en guerre contre Saddam Hussein, ils en profitent pour écraser leur camp, avec l'aide de combattants kurdes. Ansar al-islam est écrasé, mais elle est immédiatement relevée par une nouvelle organisation Ansar al-sunna.

Al Zarqawi s'invite en Irak. Il y fait exécuter l'ayatollah Baqir al-Hakim le 29 août 2003. Il assume ensuite la responsabilité de massacres de masse contre des chiïtes lors des vastes rassemblements liés aux fêtes religieuses chiïtes (achoura de mars 2004, de février 2005). Il est également responsable d'un attentat qui fait une centaine de morts civils chiïtes sur un marché, en visant un centre de recrutement, à Al-Hilla, le 28 février 2005.

Le 19 octobre 2004, Al Zarqaoui fait publiquement allégeance à Oussama Ben Laden, et son organisation s'appelle désormais Al-Qaïda du Jihad en Mésopotamie. Sa stratégie est très clairement de s'en prendre directement aux chiïtes. Voici de larges extraits de textes de Zarqaoui, tirés de Al-Qaïda dans le texte (Gilles Kepel) :

« Je vais vous rendre compte de ma vision, limitée, de la situation (que Dieu me pardonne mes lacunes et mes faiblesses !). pour commencer (que Dieu m'assiste !) je dirai que les Américains sont, comme vous le savez, entrés en Irak afin d'exécuter un contrat visant à édifier le Grand Israël du Nil à l'Euphrate, car ce gouvernement américain sionisé considère que précipiter l'édification de cet Etat hâtera la venue du Messie. (...) Parmi les Kurdes, la voix de l'Islam s'est tue, dans leur région l'éclair de la religion s'est éteint, la propagande irakienne les a enivrés et, peu nombreux, les hommes de bien y sont affaiblis et pusillanimes. »

Puis ce rapport considère le problème chiïte : *« Quiconque observe attentivement et scrute profondément comprendra que le chiïsme est un péril imminent et un réel défi. (...) comme leur religion est une religion de dissimulation, ils ont, par ruse et malice, adopté une autre méthode et ont décidé de commencer par dominer les services de l'Etat et ses points stratégiques sécuritaires, militaires et économiques (...) Ainsi l'armée américaine a commencé à se retirer de certaines villes et à alléger sa présence, remplacée par l'armée irakienne, ce qui est un réel problème pour nous. En effet, notre combat contre les Américains est peu de chose car l'ennemi est déclaré et exposé, ignorant la terre et la réalité des combattants de la guerre sainte à cause de son manque de renseignements, d'autant que nous savons parfaitement que ces forces croisées se retireront prochainement, car tout observateur peut constater l'empressement de l'ennemi à constituer une armée et une police qui ont commencé à effectuer les missions leur ayant été assignées.*

Zarqaoui explique la dangerosité de cette nouvelle armée et de cette police irakienne : *« ils ont liquidé beaucoup de sunnites qu'ils considéraient comme leurs ennemis dans les rangs du parti Baas ; de manière ordonnée et étudiée, ils ont assassiné de nombreux frères combattants du Jihad, des savants, des penseurs, des médecins et des ingénieurs, et d'autres...*

Plus loin, Al Zarqaoui définit ce « plan de travail » : *« Après étude et réflexion, nous pouvons classer notre ennemi en quatre catégories ». Les Américains : comme vous le savez, ce sont les plus lâches des hommes, une proie facile, grâce à Dieu auquel nous demandons qu'il nous permette d'en tuer et d'en capturer pour semer la panique parmi ceux qui se sont rangés derrière eux, et les échanger contre nos cheikhs et frères emprisonnés ». Puis il cite les Kurdes, les soldats, policiers et collaborateurs.*

Enfin, en ce qui concerne les hérétiques (chiïtes). *« Nous espérons désarmer ces gens et réduire leur capacité de nuire avant que ne s'engage la bataille fatale, en espérant qu'elle rendra furieuse la population contre les Américains pour avoir apporté la ruine et été la cause de cette catastrophe, mais nous redoutons que la population ne savoure les plaisirs dont elle fut longuement privée, ne se laisse aller à une vie facile et ne s'y attache, ne préfère rester saine et sauve, et ne se détourne du cliquetis des sabres comme du hennissement des chevaux. (...)*

« La solution que nous proposons, mais Dieu en sait davantage que nous, c'est d'amener les hérétiques au combat car c'est l'unique moyen de prolonger notre lutte contre

les impies. (...) Ce sont les hérétiques qui ont déclaré, secrètement, la guerre aux musulmans, ils sont donc l'ennemi proche et mortel des sunnites, même si les Américains demeurent l'ennemi principal. Mais le danger des hérétiques est plus grave, les dommages qu'ils peuvent causer au sein de la communauté musulmane mondiale sont plus importants que ceux des Américains contre lesquels il y a presque unanimité puisqu'ils nous ont agressés ».

Et Zarqaoui conclut : « *soit nous les combattons, même si cela comporte la difficulté de creuser un fossé entre nous et la population (...) soit nous faisons notre paquetage pour partir à la recherche d'une terre nouvelle, triste histoire qui se répète sur les autres champs de bataille du jihad (...) Il faut donc se sacrifier pour cette religion et qu'importe le sang versé (...)* »

En octobre 2005, le Pentagone évalue que Zarqaoui dispose de 1500 à 6000 hommes, et qu'il est à l'origine d'une grande partie des 500 attaques-suicides menées majoritairement par des combattants étrangers, notamment saoudiens. Zarqaoui sera tué en juin 2006, grâce à l'aide des services secrets jordaniens qui opèrent en Irak et ont donné des informations aux USA. Mais les combattants sunnites continuent sur sa ligne stratégique. Selon un rapport de l'ONU datant de septembre 2006, l'Irak est devenu un « *excellent terrain d'entraînement* » pour Al-Qaïda. Et il explique que des engins explosifs nouveaux sont testés en Irak, on les retrouve peu après utilisés ensuite en Afghanistan, dans le mois qui suit. L'Irak de Saddam Hussein ne laissait pas une place pour quiconque sympathisait avec Al Qaïda. L'Irak américain est un boulevard pour Al Qaïda.

UNE DEMOCRATIE TRIBALE AUX SOMMETS

Vue de loin, l'Irak a été le théâtre d'élections, on y entend parler de participation électorale, de Parlement, de président de la République et de Premier Ministre. Bref tout est fait pour qu'aux oreilles du téléspectateur occidental, l'impression soit donnée d'une situation qui, si elle n'est pas satisfaisant sur le plan de la sécurité, le soit en apparence formelle pour ce qui est au moins du régime qui se met en place et des institutions.

C'est ainsi que Jalal Talabani, le dirigeant de l'UPK, a été réélu en avril 2006 Président de la République d'Irak. Sa première élection date d'avril 2005, élection qui s'est faite en réalité après un marchandage entre les diverses listes en présence. Le résultat du vote a été acquis avant qu'il ne commence, et ce vote ne concernait que les membres d'une « *Assemblée nationale transitoire irakienne* » Le sunnite Ghazi Al-Yaouar a obtenu le poste de vice-président et le chiite Adel Abdel mahdi celui de Ministre des Finances. Et tous les trois ont ainsi obtenu 228 voix sur 275 députés.

Ces députés avaient eux-mêmes été élus en janvier 2005. Les deux listes principales étaient de nature ethnique, ce qui n'est pas vraiment le meilleur modèle de démocratie... Le principal gagnant avait été la liste de l'Alliance unifiée irakienne, chiite, avec 146 députés. En seconde position, la liste kurde avait eu 77 députés. Quant aux sunnites, ils avaient boycotté cette élection, et ils ont tiré des tirs de mortier en direction de la zone verte protégée quand s'est réuni le Parlement. Enfin, la liste d'Alaoui, déjà en poste à l'époque, n'avait obtenu que 40 sièges. Et il a donc dû céder la place à un nouveau Premier Ministre, Ibrahim Al-Jaafari, un chiite chef du parti Dawaa, d'une tendance proche de l'Iran. Lui a succédé ensuite en 2006 Jawad al-Maliki, lui aussi chef du parti Dawaa, mais d'une branche qui n'est pas pro-iranienne.

Les apparences seraient presque acceptables. Sauf qu'il faut avoir une petite idée de ce qui se discute en douce entre ces gens-là. Pour constituer un gouvernement, il faut d'abord que les députés mettent en place un Conseil présidentiel ; c'est lui qui sera chargé de désigner le Premier Ministre et le gouvernement. Mais pour élire ce Conseil présidentiel, il faut une majorité des deux tiers.

Il est donc indispensable que des accords soient négociés d'avance. Ainsi, les Kurdes ont exigé par exemple de pouvoir « rekurdiser » la ville de Kirkuk, c'est-à-dire de demander l'accord des chiites pour que les 250 000 Arabes installés depuis longtemps à Kirkuk par la volonté politique de Saddam Hussein, soient déplacés, pour les remplacer par des kurdes. Les Kurdes souhaitent faire de Kirkuk la capitale de leur région autonome. De plus, les kurdes exigent que leurs combattants, les peshmergas, puissent rester organisés en tant que tels, séparément, dans le cadre de ce qui sera une armée nationale irakienne, mais où ceux qui ne sont pas kurdes n'auront pas le droit de pénétrer...

En octobre 2006, ce même Parlement a adopté une loi qui ouvre la voie à l'Irak pour y créer un Etat dit « fédéral ». Il semble qu'un accord ait été obtenu entre Kurdes et Chiites pour une sorte de partition interne du pays : on laisse le Kurdistan aux Kurdes, et on accepte de leur laisser notamment le pétrole de la région de Kirkuk. En échange, les Chiites seront maîtres chez eux et disposeront de la majorité des puits et de réserves de pétrole dans le Sud du pays. Quant aux sunnites, on leur laisserait un territoire –l'ouest et le centre- où il n'y a pas du tout de pétrole, mais où ils ont auront formellement un peu de pouvoir local.

Pour l'instant, les sunnites sont totalement opposés à cette constitution. Ils se disent hostiles au fédéralisme, car ils y voient une démolition du pays qui doit, selon eux, resté uni sous les ordres de Dieu. D'ailleurs, on trouve des groupes chiites sur cette position, et c'est le cas de Moqtada Al-Sadr, comme du Parti de la Vertu de Mahmoud Yacoubi. Et quelques jours après le vote de la loi fédérale, la guérilla sunnite a proclamé qu'elle instituait elle-même un « Etat islamique d'Irak », dont la carte coupe l'Irak en trois, en s'étendant évidemment aux zones majoritairement sunnites, mais prétend également englober la capitale Bagdad et les grandes villes kurdes de Mossoul et Kirkuk, en incluant au passage les champs de pétrole du Nord.(carte Le Monde 18 octobre 2006).

LA GUERRE CIVILE DE RELIGION (FITNA)

Pendant que s'élabore par ces méthodes féodales et tribales cette pseudo-démocratie, en bas, la population vit dans la terreur quotidienne. Le 1^{er} avril 2006, un article terrible de Patrice Claude dans le Monde est intitulé « La Saint-Barthélémy en Irak ». *« Il y avait, il y a toujours, les attentats à la voiture piégée qui déchiquettent quotidiennement des dizaines de badauds innocents –parfois des centaines quand les bombes sont déposées sur des marchés populaires ou près des mosquées à l'heure de la prière. Il y avait, il y a toujours ces enlèvements par centaines, criminels et/ou « politiques », qui font fuir toutes les élites nationales –médecins, avocats, enseignants, universitaires, hommes d'affaires- vers les pays voisins. Il y a maintenant des dizaines de milices qui s'affrontent, des centaines de petits « seigneurs de guerre » qui commandent des dizaines de milliers de pistoleros. Il y a les « escadrons de la mort », les assassinats sectaires (note : entre sunnites et chiites), les bouffées de haine communautaire, les exécutions collectives, le nettoyage ethnique, le risque croissant de la guerre civile ».*

Ce qui est nouveau et se confirme en ce milieu d'année 2006, c'est le caractère de guerre civile et même de guerre de religion d'une partie importante des violences en Irak. Pour le docteur Faïk Bakr qui dirigeait la morgue principale de Bagdad, les tueries de type confessionnel, à l'exception des attentats, ont commencé dès l'automne dernier et le nombre de victimes s'élevait en janvier 2006 à au moins 7000.

Pour le politicien kurde Fouad Hussein, la bataille pour le contrôle de Bagdad (7 millions d'habitants à 70% chiïtes) a commencé. *« Elle ne s'arrêtera, au mieux, qu'avec l'établissement de quartiers « monocolores », au pire avec l'expulsion totale d'une confession au profit d'une autre. »* Selon le journaliste du Monde, dans les entreprises, des collègues ne s'adressent plus la parole, les mariages interconfessionnels deviennent rares, et les couples mixtes –un quart de la population, selon le premier ministre Ibrahim Al-Jaafari- se fracturent. Des cheikhs de tribus mélangées depuis des siècles confient ne plus parvenir à convoquer les « conseils d'anciens » nécessaires à la coexistence à l'intérieur de la tribu.

Des mosquées changent de main, après une attaque à la roquette, un mitraillage aveugle à la sortie de la prière. Des bazars chiïtes n'ont plus de ceci ou de cela dans l'échoppe parce que les grossistes sont sunnites et qu'on s'en méfie désormais. Un journaliste sunnite, Adnan Al-Jobouri, explique : *« quand il y a un gros attentat avec beaucoup de morts dans une zone chiïte, je sais que la foule sera surexcitée et que je serais lynché sur place si l'on découvrait que je suis sunnite. Alors, j'accroche un petit portrait de l'imam Ali ou de son fils Hussein à mon rétroviseur. J'enlève évidemment tout ça avant de rentrer chez moi ».*

Des signes physiques d'appartenance à un groupe ou l'autre se mettent en place : une courte barbe noire pour les chiïtes, les sunnites préférant la moustache. Au sud de Bagdad, le quartier Al-Dora, faubourg de classes moyennes de petites maisons avec jardinet était composé d'un tiers de chiïtes, il est en train de venir « monocolore » entièrement sunnite. Bagdad tout entier est en train d'être coupé en deux, avec la rive gauche du Tigre largement chiïte (Al-Rousafa), et la rive droite majoritairement sunnite (Al-Karkh). Ceux qui l'ont fui se sont retrouvés au centre de Bagdad. *« Quelqu'un a tracé de grandes croix noires en forme de X sur ma porte d'entrée, raconte un bijoutier. »* D'autres fuient vers les villes saintes de Nadjaf et Kerbala, qui sont débordées. Beaucoup de ces réfugiés vivent sous une tente.

Côté chiïte, on trouve également une milice de 20 000 hommes, qui sont en fait une ancienne armée fabriquée du temps de Saddam Hussein par des opposants, et qui avait été constituée et formée en Iran. Elle est devenue l'Organisation Badr. De là à penser que l'Iran a de nombreux moyens d'intervenir aussi, nombreux sont ceux qui le font. Un des calculs de Téhéran peut être de montrer déjà aux USA leur « capacité de nuisance », un peu comme avec le Hezbollah au Liban. Si vous nous faites trop de difficultés sur le pétrole ou sur le nucléaire, on peut vous gêner très longtemps. Inversement, si vous acceptez de nous donner un rôle dans les négociations et les règlements des problèmes de la région, nous pouvons faire en sorte que vos problèmes de sécurité diminuent notablement.

Côté sunnite, on raconte les mêmes scènes que du côté chiïte : Mohammed Rachid raconte qu' *« une centaine de jeunes chiïtes vêtus d'habits noirs comme ceux portés dans l'Armée du Mahdi, la milice de Moktada Al-Sadr, ont attaqué notre mosquée (...) Ils ont tué notre imam, nous ont battus à coups de crosse en nous insultant et puis ils nous ont ordonné de quitter le quartier. "Sinon on vous égorge" ont-ils dit ».*

Régulièrement, après chaque attentat meurtrier, le vieil ayatollah chiite Ali Sistani répète qu'il ne faut pas répondre, « *ne pas tomber dans le piège de la vengeance et de la guerre civile* ». Alors, les sunnites ont frappé très fort, le 22 février 2006, en visant cette fois le mausolée d'or de Samarra. Le soir même, 200 mosquées sunnites ont été attaquées, une trentaine incendiées et détruites, d'autres confisquées et transformées mosquées chiites. Dans les jours qui ont suivi, des centaines de sunnites –politiciens, cheikhs religieux, chefs de tribu– ont été assassinés. Par la suite, chaque matin, on a retrouvé dans les rues de Bagdad 20 ou 50 cadavres de jeunes sunnites horriblement torturés puis exécutés.

Le bruit court que ces actions sont le fait des commandos chiites. En fait, une même personne, surtout si elle est chiite, peut être officiellement policier au service du ministère de l'intérieur, milicien en cas de besoin aux ordres des chefs religieux ou militaires chiites, et membre d'un escadron de la mort aux ordres clandestins du ministère de l'intérieur ou de l'armée. De même, un sunnite peut à la fois être réembauché dans l'armée ou la police, et officiellement lutter à la demande du gouvernement contre les milices sunnites, alors qu'il en fait partie et les renseigne sur les projets de la même police...

Si les chiites et les sunnites s'opposent dans une guerre sans merci, ces deux courants de l'Islam n'en sont pas moins d'accord par contre pour frapper tous deux tout à fait fraternellement sur les femmes, sur les communistes, sur les intellectuels en général. Et la guerre sunnite-chiite n'empêche pas les tueurs des deux parties d'en profiter pour régler les comptes qu'ils souhaitent régler aux militants d'extrême-gauche et contre les femmes.

« Convergences révolutionnaires » (La fraction de Lutte Ouvrière) de janvier février 2006 donne les informations suivantes :

« *Akram Faleh Khattab et Basim Khamees, deux militants du PCOGI (Parti communiste- ouvrier de gauche en Irak) étaient pris en otage le 7 décembre (2005). Ils se trouvaient dans le local de ce parti à Bagdad lorsqu'ils ont été attaqués par un groupe d'hommes armés et masqués. Depuis, leurs camarades sont sans nouvelles. Le mois précédent, Maitham Najah, un autre militant de ce parti, avait été assassiné dans le quartier de al-Sifina à Bagdad, et sa famille obligée de quitter son logement sous la pression d'un groupe islamiste.*

Le 28 juin déjà, Ansar Abdulameer Mahd, ingénieur électricien à Dyala et membre de l'UCI (Union communiste en Irak) avait été assassiné devant chez lui, après avoir reçu de nombreuses menaces.

Le 15 décembre, c'est le local du PCOI (Parti communiste-ouvrier en Irak) à Nassiriyah (Kurdistan) qui a été incendié, suite à une manifestation organisée par le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), qui siège actuellement à l'assemblée et dispose de plusieurs ministres. Le chef de la police locale, lui-même membre du CSRII, encourageait les manifestants. Dans le même temps, à Suleymania (Kurdistan toujours), trois militants du PCOI étaient arrêtés pour distribution de tracts dénonçant la corruption du gouvernement régional, dirigé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). La répression menée par l'UPK contre le PCOI a déjà causé de nombreuses arrestations, et plusieurs cas de tortures et d'assassinats ont été dénoncés par les organisations de défense des droits de l'être humain.

Quant aux femmes, il semble que la liste soit plus longue encore. On trouve ainsi de nombreux communiqués sur Internet, comme celui-ci : *L'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak donne cette liste d'une dizaine de femmes récemment assassinées par des*

islamistes à Mossoul, en septembre 2004 :

- Lina al-Aswad, médecin, qui pratiquait depuis dix ans. Tuée par balle à al-Qayara, Mossoul.
- Hefo Abdul Safar, pharmacienne à l'hôpital d'al-Khansaa. Tuée par balle devant sa maison, dans le quartier d'al-Noor. Sa famille est également menacée de mort par les terroristes.
- Sanabul Nwel Tabakh, vétérinaire, tuée dans le quartier de Wahda, alors qu'elle allait travailler.
- Layla Abdulla al-Hadj Said, professeur de droit, doyen de la faculté de Droit de l'université de Mossoul. Tuée par balle, ainsi que son mari. Elle a été ensuite décapitée, afin de terroriser la population du quartier.
- Iman Adbul Monem Younis, maître de conférence à la faculté des langues et directrice du département de traduction de l'université de Mossoul, tuée par balle.
- Tagrid Abdul Masih, et sa sœur Hala Abdul Masih, fonctionnaires à Bartil.
- Tara Majeed Butros, fonctionnaire à Bartila.

Un mois plus tard, cette organisation faisait savoir : *« Lors du congrès des Moudjahiddines qui s'est tenu à Falluja le 20 octobre 2004, les criminels Abdulla Al-Janabi et le Conseil islamique de Falluja ont publié une fatwa décrétant que les Moudjahiddines doivent violer les filles dès l'âge de 10 ans, avant qu'elles ne le soient par les Américains ! L'Organisation de la liberté des femmes en Irak dénonce vigoureusement ceux qui essaient de se faire passer pour la « résistance » à l'occupation US. L'Islam politique a clairement indiqué que, même si les forces des USA étaient expulsées ou se retiraient d'Irak, il poursuivrait la Jihad pour empêcher la mise en place d'un gouvernement laïque ! Ils veulent établir un Khalifat (gouvernement islamique), qui renverrait les femmes quatorze siècles en arrière ! (...) Nous appelons toutes les femmes et les hommes, ici et là-bas, à participer à notre campagne contre la barbarie misogyne des islamistes. »*

Autre exemple, donné par Amnesty International : *« Le 20 février 2005, Raida Mohammad al Wazzan, une journaliste de trente-cinq ans, présentatrice du journal télévisé d'Al Iraqiya, la chaîne de télévision nationale, a été enlevée par des hommes armés avec son fils de dix ans. L'enfant a été libéré trois jours plus tard, mais le corps de Raida al Wazzan a été retrouvé, le 25 février, dans une rue de Mossoul. Elle avait été abattue d'une balle dans la tête. Cette femme avait déjà auparavant été menacée par des hommes armés qui avaient exigé qu'elle quitte son emploi. »*

En septembre 2006 *« L'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (représentantes à l'étranger) fait savoir qu'un individu nommé Saleh Ahmed Sharif, accusé d'avoir enlevé et tué une femme en 1999 à Sulaymania. A l'époque, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) ne l'avait pas condamné mais avait choisi de le libérer. Trois ans plus tard, Saleh Ahmed Sharif a récidivé en enlevant deux des soeurs de Mohabad, sa première victime. Suite à la pression des militantes des droits des femmes au Kurdistan, Saleh Ahmed fut arrêté et condamné à la prison à vie. Il a récemment été libéré suite à une conciliation tribale avec la famille de Mohabad et de Joana. Ce jugement tribal a été rendu par le biais du Comité des Affaires Sociales de l'UPK, sous le contrôle et avec la connaissance du Ministère de la Justice du Kurdistan. Ce ministère a donné son accord pour libérer Saleh Ahmed et de verser 170.000 \$ à la famille des victimes en compensation. »*

OU VA L'IRAK ?

Cette bataille généralisée ne serait pas en train de faire émerger des forces en voie de dominer la situation, ce qui permettrait au moins de la stabiliser. Au contraire, le pays serait sur la voie de l'émiettement. Pour Pierre Jean Luizard, chercheur au CNRS et expert du chiisme irakien, *« après deux années de guerre confessionnelle larvée, on assiste aujourd'hui à une véritable implosion de la société irakienne où chaque milice combat pour le contrôle des territoires et de leurs ressources, notamment pétrolières. »* (Le Monde du 1^{er} septembre 2006)

Un moment, il avait semblé que Moktada Al-Sadr, lorsqu'il avait mené une guerre et tenant tête de nombreux jours à la coalition américaine, avec sa milice l'Armée du Mahdi, pourrait peut-être être un élément fédérateur, qui unifie plus ou moins la scène politique et militaire irakienne. Mais sa base populaire, les populations chiites très pauvres et mal protégées, ont été la cible principale des attentats anti-chiites en 2005 et 2006, et elle a été affaiblie. La stratégie de Zarqaoui a marché, du moins jusque-là.

Avant l'attentat de Samarra de février 2006, les divers courants religieux avaient du moins un point commun qui les rassemblait, la lutte contre l'armée américaine, et tout le monde considérait qu'il fallait pour cela préserver un front commun. Mais cela a fini par voler en éclats. La guerre directe entre sunnites et chiites est devenue prépondérante. En représailles des attaques sunnites, *« la cruauté de l'Armée du Mahdi a dépassé celle des Brigades Bader et des escadrons de la mort du ministère de l'intérieur » « La solidarité intercommunautaire autour d'un front commun antiaméricain a disparu, constate Luizard. » « Moktada n'a pas été vaincu par les Américains, mais par Zarqaoui... »*

Cet échec de Moqtada a notamment entraîné la création d'un nouveau parti islamiste, le Parti de la Vertu, Hezb Al-Fadhila, majoritaire à Kerbala, Bassora et d'autres villes du Moyen-Euphrate. Ce parti, sous l'autorité religieuse de Mahmoud Yaaqoubi, adoubé par le père de Moktada, rassemble cette fois des cadres disciplinés et éduqués. Ils ont déjà fait une tournée à l'étranger, notamment en France, où ils ont demandé à ouvrir des bureaux.

Un autre mouvement *« est dirigé par l'ayatollah Mahmoud Sarkhi Al-Hassani, un ayatollah autoproclamé, mais qui est devenu populaire en prenant la tête des milices à Kerbala dans les combats, le 15 août, contre l'armée irakienne soutenue par l'ASRII- (Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak, dirigée par Abdel Aziz Al-Hakim, dont le bastion est le ministère de l'intérieur, organisation ouvertement pro-iranienne, et en concurrence directe avec Moktada Al Sadr) pour contrôler certains quartiers de la ville. »*

Selon Pierre-Jean Luizard, *« chaque parti et chaque ministère possède désormais sa propre milice »*. C'est ainsi que le ministère de l'intérieur et celui de la défense sont à couteaux tirés. En fait, le gouvernement lui-même fait figure d'un territoire comme un autre, qu'il s'agit de prendre d'assaut, comme les autres fiefs qu'on se dispute.

Face à cette situation, les gouvernements multiplient leur intention de négocier le désarmement des milices, ce qui est une fumisterie. Les Américains, eux, ne font qu'une chose depuis 3 ans : de la sécurité, en clair la guerre. La presque totalité des 18,4 milliards de dollars votés par le Congrès US pour la reconstruction n'ont servi qu'à cela. La remise en place du réseau électrique, le système scolaire, le réseau d'eau potable et même les infrastructures pétrolières sont passées au second plan.

De l'argent a été dépensé massivement pour financer la création d'unités antiguérilla, de commandos spécialisés dans la libération d'otages, de forces de police spéciales, de gardes privées de toutes sortes pour protéger bâtiments et personnels officiels. Le peu qui a été fait en ce qui concerne le pétrole ou l'électricité est facilement saboté par la guérilla sunnite ou chiite. La nouvelle armée irakienne était initialement prévue de 40 000 hommes. On en était en janvier 2006 à 212 000 hommes, 100 000 soldats et 112 000 policiers. Cet effectif est prévu de passer à 300 000 fin 2006. Et tout cela avec la présence de 140 000 Américains, au total 175 000 hommes en comptant leurs alliés.

QUELQUES CONCLUSIONS

Voilà donc un essai de description de la situation de l'Irak américain. On peut ensuite tirer quelques observations et réflexions :

Les Américains et ceux qui ont mené la politique américaine en Irak voulaient éliminer du jour au lendemain toute trace du régime baasiste. Ils n'y sont pas parvenus. Et l'Irak est parti pour avoir en son sein cette vieille épine, ne serait-ce que sous la forme d'une opposition. Mais pour l'instant, c'est l'une des causes principales de la situation anarchique du pays.

Les Américains prétendaient faire faire un pas positif à l'Irak dans le sens du progrès et de l'histoire. L'Irak, du point de vue national, est en recul. Selon certains, le pays serait au bord du démembrement. Là aussi, la gravité des actes auxquels on a assisté et qui continuent sous nos yeux sont un malheur qui va peser durablement pour l'avenir. Les tendances à la séparation sont inscrites dans les gènes du nouvel Irak, s'il parvient sur les bases actuelles à émerger enfin.

Troisième observation. On assiste à un mélange étonnant où les ingrédients de la vie politique moderne bourgeoise se mêlent à des pratiques et des mœurs totalement féodales et tribales. Vu d'ici, toutes les forces qui comptent apparaissent ouvertement rétrogrades, réactionnaires. Et il faut être des menteurs professionnels du système occidental pour voir là une marche vers la démocratie.

La démocratie, elle est effectivement apparue pour de bon lors des premières semaines et des premiers mois, à la base. Mais c'est la guerre qui est menée contre elle, par toutes les autres forces, que ce soit du fait de la présence de l'armée d'occupation, par les actions militaires des islamistes ou celle des kurdes.

En même temps, cette situation instable est aussi un facteur qui permet à des forces comme le PCOI d'exister, voire se développer, comme il semble que cela ait été le cas pour ce qui est de son organisation de chômeurs.

Les masses, les populations pauvres de la planète sont donc en train de faire une nouvelle expérience. Ayant tourné le dos aux idéaux socialistes et communistes qui imprégnaient les courants populaires aux 19^e et 20^e siècles, elles sont en train de faire crédit, au Moyen Orient, et dans d'autres régions (une partie de l'extrême Orient) à des forces qui mettent en avant la religion, qui se présentent comme le parti de Dieu.

C'est une option totalement différente. Compter sur un parti qui met Dieu de côté, c'est faire le pas soi-même de penser que l'homme est capable de chercher et de trouver par lui-même une solution à ses propres problèmes. En mettant Dieu sur le devant, on annule, pour une partie au moins des gens, cette idée de capacité humaine, on s'en remet à Dieu et l'on devient passif, soumis à ceux qui prétendent et s'imposent pour incarner les volontés divines parmi les hommes.

C'est surtout de ce point de vue-là qu'il y a un recul dans l'espérance des masses. Mais ce qui ne recule pas, c'est leur capacité à espérer, à refuser l'inacceptable de la situation qui leur est faite. Le nationalisme est toujours là, et il est toujours alimenté par le refus de l'indignité.

Ce qui aveugle les populations plus encore que la religion, c'est l'idée issue du nationalisme qu'une solution ne peut être qu'Arabe pour les Arabes, ou Kurde pour les Kurdes, et ainsi de suite. Et la domination ouverte de ces régions par l'impérialisme qui maintient forte cette erreur. Car la population attribue la responsabilité du maintien de la misère aux étrangers et ne voit pas sa propre bourgeoisie pour ce qu'elle est, exploiteuse par essence de sa propre population, mais comme des traîtres à la population passés au service de la force occupante.

Alors, dans quel sens faudrait-il travailler pour trouver des issues aux problèmes de la société dans ces régions ? Il faudra absolument s'appuyer sur les femmes. Mais pas seulement avec un discours laïque, un discours que j'appelle égalitaire bourgeois, qui dit que les femmes ont les mêmes droits que les hommes. Quand les hommes maintiennent la domination masculine au moyen de la guerre, il faut opposer à cela la révolution sociale.

Il faut que des militants, des générations sans doute de militants, prennent leur bâton de pèlerin et fassent de la propagande, de l'agitation, dans ces milieux, la masse ouvrière en Occident, les femmes et les masses populaires prolétarisées dans la plus grande partie du monde. Et que l'on y développe l'espoir en une autre société, débarrassée des riches et des pauvres, débarrassée de l'exploitation, débarrassée de la domination par les pays riches sur la majorité de planète.

Octobre 2006

Peu après la rédaction du texte ci-dessus, les stratèges américains ont opéré un changement en cherchant le soutien des Sunnites en Irak. Cet aspect est abordé dans le texte E15- L'Iran, la bombe atomique et la guerre (page 21), dont nous reproduisons un extrait ci-dessous :

LE TOURNANT SUNNITE DES AMERICAINS EN IRAK début 2007

Le fait qu'Israël n'ait pas été capable de venir à bout du Hezbollah inquiète gravement tous les dirigeants arabes sunnites de la région. L'importance de l'influence iranienne les affole, d'autant que les USA sont enlisés en Irak. En novembre 2006, le roi Abdallah d'Arabie saoudite reçoit le vice-président américain Dick Cheney : il ne lui cache pas sa critique de l'attitude des USA. Ceux-ci ont ouvertement soutenu, depuis le début de leur occupation de l'Irak, des milices chiites, pour tenter de battre les anciens baasistes et les milices sunnites nostalgiques de Saddam Hussein ou tout simplement hostiles à l'occupation américaine.

Abdallah n'hésite pas à faire des menaces à peine voilées contre les Etats-Unis : « *Une telle politique* (de soutien aux milices chiites contre les sunnites) *pourrait forcer le gouvernement saoudien à fournir toute l'assistance possible aux populations sunnites* ». Pour Dick Cheney, la menace est très sérieuse. En clair, l'Arabie lui annonce qu'elle pourrait soutenir tous les sunnites (y compris donc cesser de pourchasser Al Qaïda) si la pression anti sunnite des USA continue.

Les USA vont opérer un renversement complet de leur stratégie en Irak à partir du début 2007 (note : peu après le moment où nous avons rédigé le texte sur « l'Irak américain »). Sous la nouvelle direction du général Petraeus, les Américains forment de nouvelles milices dites « *civiques* », à base de combattants sunnites cette fois.

Un premier test est réussi en s'appuyant sur des tribus, dans la province d'Al-Anbar et de Salaheddine. En fait, c'est un petit clan tribal de la province sunnite d'Al-Anbar qui a commencé par approcher les commandants américains du secteur fin 2006. Le père et trois des frères du cheikh Abdoul Sattar Abou Richa, petit chef local, avaient été tués par des adeptes d'Al-Qaïda en Irak. Eux-mêmes avaient pour activité essentielle de détrousser les véhicules traversant « leur » territoire. Les Américains constituent donc avec eux une milice, payant les combattants 10 dollars par jour. Abou Richa fera l'erreur de serrer la main de Bush devant les caméras de télévision, et sera assassiné. Mais des dizaines de chefs locaux qui en ont marre des salafistes, vont l'imiter. L'expérience est ensuite étendue aux villes, y compris Bagdad.

En un an à peine, près de 70 à 80 000 miliciens sunnites sont salariés par les Américains à travers l'Irak. Les USA payent l'ennemi pour qu'il cesse ses attaques contre lui, et cela marche : une diminution spectaculaire des attaques anti américaines et contre les policiers et militaires irakiens est observée en 2007.

Seulement voilà, le pouvoir politique, issu d'élections sous contrôle américain, est aux mains de chiïtes. Et c'est à leur tour de s'inquiéter. Un ministre adjoint chiïte déclare : « *Subrepticement, c'est une nouvelle armée, un gros cheval de Troie, une milice plus puissante et plus dangereuse que toutes les autres que les Américains ont créée.* » Et d'ajouter : « *Que veut Washington au fond ? Répéter les erreurs commises en Afghanistan ? Multiplier les « seigneurs de guerre » qu'il sera impossible de désarmer ? Préparer la prochaine guerre civile peut-être ? Remettre la minorité sunnite au pouvoir pour faire pièce à l'Iran et satisfaire ses alliés sunnites du Golfe, les Saoudiens, les Jordaniens, les Egyptiens ?* »

Un des nouveaux enrôlés, par exemple, est un ancien colonel dans les services de sécurité intérieure, police politique féroce sous Saddam Hussein : « *Qu'avions-nous à perdre ?* explique-t-il. *La plupart d'entre nous ont accepté que les infidèles –les Américains- prennent leur photo et leurs empreintes pour entrer leur identité dans leurs ordinateurs, en échange du badge qui nous permet de sortir armés. Pas moi. Quand je sors, j'emprunte celui d'un de mes cousins. Je préfère rester anonyme. Un jour, les « Amriki » partiront (...) Les listes peuvent tomber entre les mains des Moudjahidines. Ou bien dans celles des « Iraniens » -les milices pro-iraniennes- qui nous gouvernent et dont il faudra bien qu'on s'occupe, plus tard... »*

Le journal Le Monde du 12 mars 2008 note : « *le processus qui avait consisté, dès avril 2003, à liquider l'armée et tous les services de sécurité, de même qu'à interdire tout emploi public aux adhérents du parti Baas, est bel et bien renversé.* » Cela aboutit à une renaissance sur le terrain de la gloire à Saddam Hussein, comme ce quartier central de Bagdad, Fazl, où les rues sont à nouveau couvertes de graffitis à la gloire du « *grand martyr Saddam* » et demandent « *la mort pour Maliki !* » –le Premier Ministre chiïte du pays. Mais les Américains ne s'en vantent pas.

Ils ne se vantent pas non plus de financer des organisations ouvertement terroristes, les mêmes qui posaient des bombes contre eux jusque fin 2006. Selon Eric Laurent, « *Washington et Riyad financent et arment huit mouvements extrémistes proches de l'organisation terroriste –Al-Qaïda- pour combattre l'influence iranienne* ».

Ce changement stratégique en Irak s'accompagne d'une nouvelle situation au Liban. Pour contrer l'Iran et le Hezbollah, l'Arabie saoudite a décidé de soutenir le gouvernement à majorité sunnite de Fouad Siniora, lui faisant passer de l'argent via les Américains. Selon Eric Laurent, entre juin 2006 et janvier 2007, le gouvernement libanais a ainsi reçu plus de 1 milliard de dollars, plus 200 millions d'aide militaire. Dans cette nouvelle guerre qui ne dit pas son nom, on a d'un côté : les USA, Israël, l'Arabie saoudite et le Fatah ; et de l'autre : l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

Toujours dans la logique de cette nouvelle stratégie, Dick Cheney s'est rendu au Pakistan en février 2007, et s'est mis d'accord avec le président Moucharaff pour

apporter soutien logistique et financement au groupe Jundullah. Ce groupe de plusieurs centaines de sunnites a combattu en Afghanistan au côté des Talibans, tout en faisant du trafic de drogue. Ce gang tribal du Baloutchistan a pour mission de kidnapper et assassiner des militaires iraniens en traversant la frontière.

Enfin, dans l'autre camp, selon des documents saisis par les services de renseignements américains et irakiens en Irak, il semble que depuis peu Al-Qods (l'unité des Gardiens de la Révolution pour les opérations extérieures) soutiendrait même Al-Qaïda, qui a subi de gros revers en Irak depuis le changement stratégique mené par le général Petraeus.

Mai 2008